



## Communiqué du Collectif des victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse 2019

### Le régime Condé veut effacer notre mémoire collective

Comme nous l'annoncions en mai 2020, le pouvoir de Conakry fait tout son possible pour faire disparaître toute trace de présence humaine dans la zone de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse.

Après avoir détruit nos maisons avec violence, démoli nos lieux de culte et écoles, le Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire est prêt à franchir les limites de sa haine contre les victimes. Désormais, la nouvelle politique du département vise à s'attaquer aux deux cimetières de Kaporo-Rails. Les bulldozers sont aujourd'hui prêts à faire tomber les clôtures de ces lieux sacrés, profaner les tombes et marcher sur les restes de nos défunts. Depuis des mois, des machines s'activent nuit et jour autour du cimetière de Bambéto dans lequel repose des centaines de jeunes injustement assassinés ces dernières années. Quoi de plus satanique que de vouloir en découdre avec des corps sans vie ?

La terre extraite de ces lieux est transportée ailleurs et vendue à prix d'or.

Dans l'histoire de la Guinée, jamais on aura entendu parler de profanation de cimetières par l'Etat. Il aura fallu attendre 2021 pour voir une telle politique se dessiner.

L'empressement du Ministre à effacer toutes traces humaines de Kaporo-Rails, fait suite à la conférence de presse de l'avocat des victimes au cours de laquelle, il a annoncé la relance de la procédure judiciaire avec la venue prochaine à Conakry d'une mission des juges de la CEDEAO dans le cadre d'un transport judiciaire.

Les propos d'Ibrahima Kourouma tenus ce dimanche sur le site [www.africaguinee.com](http://www.africaguinee.com) soutenant qu'il s'agit d'une fermeture momentanée qui exclue toute démolition ne visent qu'à divertir l'opinion. Dans son courrier 0266 adressé au Secrétaire Général des Affaires Religieuses en date du 08 avril 2021, il a clairement écrit ce qui suit : « ...*les deux cimetières sur le site sont dans des zones d'aménagement concerté (ZAC) dont la vocation est différente de celle de ces lieux...* ». Plus loin, il ajoute : « *En effet les ZAC du Centre Directionnel de Koloma sont des réserves foncières de l'Etat destinées à recevoir les surplus de besoin en bâtiments au cas où les prévisions d'occupation du sol seraient amenées à être dépassées...* »

L'acte administratif prime sur une simple déclaration. Fidèle à ses pratiques, Ibrahima Kourouma cherche à temporiser pour passer à la vitesse supérieure quand le moment lui sera favorable.

En 2019 avant d'entamer la casse de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse, il avait fait croire que l'opération était destinée à déplacer les encombrants physiques. La suite, on la connaît.

Trop c'est trop !

Les victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse prennent à témoin l'opinion nationale et internationale sur les agissements du gouvernement Guinéen et surtout sur les attitudes d'Ibrahima Kourouma, un ministre qui échappe à tout contrôle.

Sa déclaration de Guerre doit être arrêtée sans délai !

Les victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse exhortent les autorités religieuses du pays, les sages de toutes les communautés, les acteurs de la société civile, les organisations nationales et internationales, les différentes ambassades à agir avant que l'irréparable ne se produise.

Les cimetières de Kaporo-Rails sont encore utilisés par les populations de **Bambéto, Koloma, Soloprino, Démoudoula, Kaporo Cité et Kipé**. Nous leur demandons de continuer à inhumer leurs défunts comme d'habitude en refusant d'obéir à un ordre manifestement illégal. Unis, nous vaincrons !

**Conakry le 18 avril 2021**

**Transmis par la Cellule de Communication**